

(1)

(N° 33.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1920.

Projet de loi abrogeant l'article 310 du Code pénal

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Un projet de loi portant abrogation de l'article 310 du Code Pénal modifié par la loi du 30 mai 1892, avait été déposé par le Gouvernement à la séance de la Chambre des Représentants du 11 juin 1919.

Ce projet est devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres du 13 octobre dernier; d'après les ordres du Roi, le Gouvernement a l'honneur de le soumettre à nouveau à vos délibérations, en exprimant l'espoir que la Chambre ne tardera pas à lui donner son assentiment.

Le projet se trouve justifié par les considérations développées dans l'exposé des motifs qui accompagnait le projet devenu caduc et qui est reproduit en annexe.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

PROJET DE LOI

abrogeant l'article 310 du Code pénal.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre Nom,
aux Chambres Législatives, le projet
de loi dont la teneur suit :**ARTICLE UNIQUE.**L'article 310 du Code pénal, modi-
fié par la loi du 30 mai 1892, est
abrogé.Donné à Bruxelles, le 12 janvier
1920.

WETSONTWERP

tot opheffing van artikel 310 van het
Strafwetboek.**Albert,****KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie,**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**Onze Minister van Justitie is ge-
last, in Onzen Naam, bij de Wetge-
vende Kamers het wetsontwerp aan
te bieden, waarvan de inhoud volgt :**EENIG ARTIKEL.**Artikel 310 van het Strafwetboek,
gewijzigd door de wet van 30 Mei
1892, is opgeheven.Gegeven te Brussel, 12 Januari
1920.**ALBERT.**Par le Roi :
*Le Ministre de la Justice,*Van 's Konings wege :
*De Minister van Justitie,***E. VANDERVELDE.**

ANNEXE

Projet de loi abrogeant l'article 310 du Code pénal

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La liberté syndicale a pour conséquence nécessaire l'abrogation de l'article 310 du Code pénal.

Aussi longtemps, en effet, que subsisteront dans l'article 310 les mots « prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toute proscription » quelconque », un syndicat ne peut prendre, même vis-à-vis de ses membres, les sanctions les plus légitimes, sans exposer ses dirigeants à des poursuites et à de sévères condamnations.

D'autre part, personne ne soutient que les attentats à la liberté du travail par des injures, des menaces, des violences, des destructions d'outils, des rassemblements, ne doivent pas être réprimés; mais ces faits constituent par eux-mêmes des infractions à la loi pénale; toute la question est donc de savoir s'il faut décréter contre eux des peines exceptionnelles parce qu'il s'agit de patrons et d'ouvriers.

Le Gouvernement estime, tout d'abord, que l'abrogation de l'article 310 s'impose, en ce qui concerne les *interdictions, défenses, amendes et proscriptions*.

Une association quelconque peut imposer des amendes, des défenses, des interdictions à ses membres. Dans l'état actuel de la législation, un syndicat professionnel ne le peut pas, tout au moins s'il n'a pas réclamé la reconnaissance légale.

Dans son livre sur les « Trade Unions » et les Associations Professionnelles, paru en 1894, M. Ernest Dubois, alors chargé de cours à l'Université de Gand, faisait déjà en ces termes la critique de cette disposition de l'article 310 : (1)

« Nous demandons la suppression de cette défense. Car, s'il est juste et » souverainement nécessaire que la loi réprime toute atteinte à la liberté du » travail, notamment de la part des associations, il est juste aussi qu'elle

(1) Gand, SIFFER, 1894, page 196.

» laisse à ces dernières entière liberté d'imposer des amendes, défenses,
 » interdictions ou proscriptions à leurs membres. Ceux-ci sont libres d'entrer
 » dans l'association ; mais, une fois entrés, ils sont soumis aux règles sociales
 » et, s'il plaît aux associations de prendre semblables mesures, la loi ne peut
 » le leur défendre. Or, c'est surtout contre les associations qu'est portée la
 » défense en question. On ne peut raisonnablement imaginer un particulier
 » proférant des amendes, défenses, interdictions ou proscriptions contre un
 » autre particulier ou même contre un patron, dans le but de porter atteinte
 » à la liberté de l'industrie et du travail. Semblables défenses ou amendes
 » seraient sans sanction aucune et ceux qui en seraient menacés n'auraient
 » pas à s'en préoccuper. Elles ne s'expliquent donc que de la part des asso-
 » ciations et, dans ce cas, nous voulons liberté complète pour ces der-
 » nières. »

Ce point de vue de la liberté syndicale fut adopté par M. Begerem, Ministre de la Justice, lorsqu'il reprit, en 1894, le projet Lejeune sur les Unions Professionnelles (*Ann. Parl.*, 16 novembre 1894, session de 1894-1895, page 25).

L'exposé des motifs, en effet, justifiait ainsi la suppression, dans l'article 310, des mots : *prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toute proscription quelconque*. « Il y a contradiction entre ces termes et l'action naturelle des unions sur leurs membres et sur ceux contre lesquels elles ont pour fin de les protéger. Aussi cette disposition a-t-elle disparu en France de la loi sur les Syndicats. »

Mais M. le Ministre de la Justice ne fut pas suivi par la Chambre et l'article 310 fut maintenu intégralement. (V. rapp. de Sadeleer, *Doc. Parl.*, 1895-1896, pages 119 et suiv.)

Il est vrai que, sans modifier le texte, le rapporteur M. de Sadeleer, formellement contredit d'ailleurs par M. Woeste, déclara qu'à son avis les membres des syndicats, c'est-à-dire des unions professionnelles reconnues, pourraient prononcer, les uns vis-à-vis des autres, des défenses ou des interdictions, *à la condition de ne pas nuire aux droits des tiers*.

Mais qui ne voit que, chaque fois qu'un syndicat décide telle ou telle chose, cette résolution ne concerne pas seulement ses membres ? Elle concerne nécessairement, par voie de conséquence, les intérêts de tiers, patrons ou travailleurs non syndiqués.

On ne saurait se dissimuler que certaines craintes se sont manifestées touchant l'abrogation projetée de l'article 310 : cette abrogation ne va-t-elle pas laisser l'industrie sans protection suffisante vis-à-vis d'agressions illicites ?

De telles appréhensions ne sont pas justifiées. Elles auraient leur raison d'être, si, par suite de la disparition de l'article 310, le libre exercice de l'industrie et du travail pouvait être impunément méconnu ou violé.

Mais il n'en est rien.

Sans doute, il y aura désormais des faits qui ne seront plus punissables : ce sont les amendes, les défenses, les interdictions, les proscriptions. Maintenir le caractère délictueux de ces faits, ce serait renoncer à tout changement sérieux au régime actuellement en vigueur ; ce serait proclamer que la

liberté syndicale, objet d'une promesse formelle, n'est pas encore susceptible d'être réalisée.

Aussi n'est-il pas vraisemblable que de nombreuses voix s'élèveront pour réclamer le maintien des dispositions qui punissent les amendes, les défenses, les interdictions et les proscriptions. Est-il besoin d'ajouter que cette réforme, si ardemment désirée, serait un véritable leurre, si les dispositions abrogées étaient remplacées par d'autres dispositions qui, par une voie détournée, permettraient de réprimer les mêmes actes. C'est là ce qui doit nous mettre en défiance à l'égard de certains textes conçus en termes très généraux, textes qui semblent n'exprimer que des vérités abstraites difficilement contestables, mais qui, dans la pratique, permettraient d'atteindre indirectement les faits que frappe directement l'article 310.

On ne saurait trop le redire : la nécessité de mettre à l'abri de toute contestation la liberté syndicale est le motif qui doit conduire le législateur à prononcer l'abrogation de l'article 310. Mais, ce résultat une fois obtenu, il ne semble pas subsister encore des questions dont la solution soit vraiment malaisée.

Les adeptes les plus résolus de la liberté syndicale ne désirent assurément pas que ceux qui travaillent et ceux qui font travailler puissent se soustraire à l'application du droit commun. Bien au contraire, c'est du droit commun qu'ils n'ont cessé de se réclamer. Or, si l'on retranche de l'article 310 les dispositions qui limitent la liberté syndicale, on constate que les autres transgressions visées par le dit article sont, à très peu d'exceptions près, les délits de droit commun prévus par d'assez nombreux articles du Code pénal. C'est ce qu'a démontré M. Jules Destrée, dans un remarquable discours prononcé à la séance de la Chambre des Représentants du 13 octobre 1897 (*Ann. 1896-1897*, page 2273). Tel est le cas, notamment, pour les violences, les injures, les destructions (voir le tableau annexé au présent *exposé des motifs*).

Dira-t-on que des faits de cette nature doivent être punis d'une manière spéciale, et avec un surcroît de rigueur, parce qu'ils se rapportent aux conflits que fait naître le contrat de travail? Il serait difficile de justifier par des arguments convaincants ce traitement exceptionnel.

Que l'on veuille bien relire les articles du Code pénal relatifs aux violences, aux injures, aux destructions; on reconnaîtra sans peine que les sanctions qu'ils édictent procurent à l'ordre social des garanties pleinement rassurantes, même en ce qui regarde les délits et les contraventions se rattachant aux conflits entre le capital et le travail.

On objectera peut-être que certains faits prévus par l'article 310, à savoir les rassemblements, les menaces relativement plus graves et les actes d'intimidation, ne tombent sous l'application d'aucun article du Code pénal.

Il ne convient pas de s'exagérer l'importance de cette lacune.

Les rassemblements ne peuvent être délictueux qu'autant qu'ils rentrent dans la catégorie des actes d'intimidation, et ceux-ci, à leur tour, ne peuvent être considérés comme pénalement coupables que s'ils impliquent une menace.

Quel est, en effet, le but d'une menace, sinon d'intimider celui à qui elle s'adresse?

Les actes d'intimidation seront donc frappés, même en l'absence de l'article 310, chaque fois qu'ils sont constitutifs d'une menace. On peut, il est vrai, penser que le régime du Code pénal, en tant qu'il réprime les menaces, est incomplet et insuffisant. Cette observation est d'une portée générale et ne s'applique pas exclusivement aux faits qui portent atteinte à la liberté du travail. Le jour où notre législation pénale fera l'objet d'une révision, il y aura lieu d'amender celles de ses dispositions qui concernent les menaces.

Le principe et le criterium de la répression des propos, des écrits et des actes d'intimidation ont été parfaitement posés par Eudore Pirmez, lors de l'élaboration du Code de 1867. La loi doit réprimer le trouble de la sécurité de celui contre lequel l'intimidation est dirigée; elle ne doit donc réprimer qu'une menace sérieuse, faisant craindre sa réalisation à la personne menacée (NYPERS, *Législ. crim.*, t. II, pp. 788 et 789, comp. le rapport de d'Anethan, id., p. 808).

Seulement, au lieu de se borner à marquer, par la définition qu'ils en donnent, que la menace pour être punissable doit être sérieuse, comme ils l'ont fait dans le code (art. 483 : moyen de contrainte morale par la crainte d'un mal imminent) et de s'en rapporter ensuite au juge du soin de discerner ce caractère sérieux suivant les circonstances et les personnalités de chaque cas, les législateurs de 1867 se sont ingénies, dans les articles 327 et suivants, à déterminer *a priori* et *in abstracto* quelles menaces sont sérieuses et quelles ne le sont pas. Tout a été dit sur ce système théorique, qui ligote le juge en s'attachant à prévoir et à doser des criminalités, purs concepts de l'esprit, alors que l'intérêt social, comme l'équité, commandent d'envisager les criminalités réalisées dans les faits et par des agents déterminés. L'application de ce système a abouti, dans la répression de l'intimidation, aux dispositions compliquées des articles 327 et suivants du Code pénal.

Lorsque se fera le travail nécessaire à la révision générale de ce Code, ces dispositions feront place probablement à un article unique qui englobera tous les moyens de contrainte morale par la crainte d'un mal imminent dont la réalisation entraînerait l'application d'une peine criminelle ou correctionnelle, c'est-à-dire toute menace sérieuse d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, constitutif d'un crime ou d'un délit, et qui édictera contre l'auteur de la menace une pénalité telle que le juge garde la faculté de proportionner la peine prononcée à la gravité réelle de chaque cas et à la criminalité de chaque condamné.

Une modification aussi radicale ne peut être l'œuvre d'une réforme fragmentaire, d'autant plus malaisée que l'échelle des peines établie au chapitre des menaces du Code pénal laisse difficilement place à une pénalité nouvelle, en rapport avec celles établies, et qui serait édicté contre les auteurs de menaces sérieuses actuellement non prévues dans les textes en vigueur.

Nous retenons de ces observations que la révision des dispositions du Code

pénal sur les menaces doit être envisagée et le Gouvernement a, dès à présent, mis cette question à l'étude.

Est-il nécessaire de réaliser cette réforme immédiatement et à l'occasion de l'abrogation de l'article 310? Le Gouvernement ne le croit pas. A son avis, l'abrogation pure et simple de l'article 310 est une réforme dont la réalisation ne saurait justifier aucune appréhension sérieuse. Mieux vaut remettre à une époque ultérieure les remaniements que réclame notre législation en ce qui concerne la répression de certaines infractions. Il y a dans ce domaine des questions qui ne seront étudiées fructueusement que si leur examen se poursuit dans le calme et la maturité désirables.

Quant aux mesures que comporte la protection du droit d'association, c'est-à-dire le droit pour chaque citoyen de s'affilier ou de ne pas s'affilier, suivant les aspirations de son libre arbitre, à une association ou à un syndicat, cette question se rattache à la loi sur les unions professionnelles.

Sans attendre la revision générale de cette loi, le Gouvernement se propose de déposer à bref délai un projet de loi relatif à la protection de la liberté d'association.

Aujourd'hui il propose l'abrogation pure et simple de l'article 310, avec la conviction que cette réforme donnera une satisfaction adéquate à l'une des plus légitimes revendications de l'opinion publique, sans nuire en rien aux garanties que doit procurer la loi à la liberté du travail et de l'industrie.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

RAPPORT

du Conseil consultatif du Département de la Justice sur l'abrogation
de l'article 310 du Code pénal.

Le Conseil consultatif estime, à l'unanimité, que l'article 310 du Code pénal doit être abrogé. Il est d'accord sur ce point avec la Commission spéciale. Celle-ci propose de remplacer l'article 310 par un certain nombre de dispositions nouvelles, à insérer dans le Code pénal. Le Conseil consultatif n'est pas de cet avis. Il reconnaît volontiers que les dispositions rédigées par la Commission spéciale peuvent invoquer en leur faveur des considérations très sérieuses.

Seulement, elles ne renforcent que dans une mesure assez faible la répression des atteintes à la liberté du travail; et, d'autre part, elles risquent d'éveiller chez les ouvriers l'impression que l'article 310 a été remplacé par des textes à peu près équivalents. L'influence pacificatrice que l'on espère de cette abrogation serait par suite singulièrement atténuée.

La Commission spéciale propose, entre autres dispositions, un article 146^{bis} destiné à réprimer les atteintes à la liberté d'association.

L'idée est intéressante. Le Conseil consultatif incline à croire que le régime des associations pourrait être soumis à des dispositions plus précises et plus systématiques; qu'il peut se produire dans ce domaine des abus qu'il serait nécessaire de réprimer. Ce sera là peut-être une tâche qui s'imposera ultérieurement au législateur; mais il faudra procéder alors par des mesures d'ensemble et prudemment concertées. Il serait inopportun de vouloir trancher incidemment, et à propos de la liberté du travail, l'une des difficultés qui se rattachent à l'exercice du droit d'association.

Le Conseil consultatif estime que l'on peut envisager sans appréhension la disparition de l'article 310. A ses yeux, cet article ne répond plus que très imparfaitement aux conditions actuelles de notre ordre social.

Dès lors, il apparaît comme une occasion de conflits irritants et stériles.

Parmi les faits que réprime l'article 310, il en est qui sont des infractions de droit commun et qui, même si cet article n'existait pas, tomberaient sous le coup d'autres articles du Code pénal. Il est vrai que, parce que ces faits sont réputés porter atteinte à la liberté du travail, ils sont châtiés, surtout depuis la loi du 30 mai 1892, avec un surcroît de rigueur. Il est possible que la défense de l'ordre social ait exigé, il y a une trentaine d'années, une telle sévérité. Que l'on veuille bien relire les débats parlementaires d'où est sortie la loi du 30 mai 1892, et spécialement le rapport de la section centrale : on se convaincra, sans peine, que cette loi est due à des circonstances très spéciales et que l'on peut heureusement qualifier comme passagères. Une vive fermentation régnait alors dans le monde du travail. Des attentats

s'étaient multipliés au cours de récentes grèves ; il se conçoit que l'on ait songé à munir la répression d'armes plus redoutables.

Depuis lors, bien des choses ont changé. Les idées se sont modifiées. On ne saurait perdre de vue que, depuis un quart de siècle, grâce à l'avènement du suffrage universel, la classe populaire participe, dans la commune, dans la province, dans l'État, à l'administration des affaires publiques et que le sentiment qu'elle a de ses responsabilités s'est très sensiblement accru.

Il est certain, d'autre part, que le régime des syndicats offre les signes irrécusables d'une évolution salubre. On voit se multiplier des institutions qui tendent à devenir un instrument d'accords amiables et de pacification. On ne considère plus exactement de la même façon qu'autrefois les conflits qui éclatent entre les patrons et les ouvriers.

Abstraction faite des infractions de droit commun, l'article 310, se conformant à cela à une longue tradition, attribuait un caractère délictueux à des faits qui, en dehors de la sphère de l'industrie et du travail, auraient été jugées dignes, tout au plus, d'une sanction purement civile. Il en est ainsi notamment des amendes, des défenses, des interdictions, des proscriptions. La Commission spéciale est d'avis qu'il n'y a pas lieu de frapper pénalement des faits de ce genre. Le Conseil consultatif se rallie à cette manière de voir ; mais une telle innovation, sur laquelle il semble bien que règne actuellement l'unanimité, ne démontre-t-elle point que c'est le principe même dont s'inspire l'article 310 qui doit être soumis à une révision fondamentale ?

L'article 310 procède par une filiation directe et facilement reconnaissable les idées qui dominaient, il y a plus d'un siècle, au lendemain de la grande convulsion politique et sociale qui a mis fin à l'ancien régime. La nécessité de la liberté individuelle la plus absolue, en matière d'industrie, apparaissait alors avec le prestige d'un dogme, et l'on se défiait de l'association, parce que l'on craignait que les hommes, en se groupant, n'aliénassent une fraction trop considérable de leur indépendance. De telles conceptions ont eu leur raison d'être à l'époque où elles prévalurent et elles ont même rendu de très sérieux services. Elles ne sont plus en harmonie avec l'état social actuel, issu d'une évolution plus que séculaire. Cette hostilité à l'égard de l'esprit d'association, quand il se manifestait dans le domaine des relations économiques, trouvait son expression la plus frappante dans les mesures répressives édictées contre les coalitions et leurs conséquences.

Les coalitions d'ouvriers étaient nominativement désignées par le Code pénal de 1810 et durement frappées par lui. Elles ne sont pas mentionnées par l'article 310 de notre Code pénal. Depuis 1867, la coalition comme telle a cessé d'être condamnable. Mais il suffit de lire l'article 310, et de le rapprocher des dispositions plus anciennes d'où il procède, pour constater que la plupart des actes punis par le législateur sont précisément ceux qui, aux yeux du Code de 1810, dérivait de l'existence d'une coalition.

Le législateur de 1810 redoutait donc, par-dessus tout, la coalition ; et cette crainte n'a nullement abandonné les auteurs du Code de 1867 et les rédacteurs de la loi du 30 mai 1892. De telles appréhensions étaient-elles justifiées au moment où elles se traduisaient dans les textes légaux ? C'est

probable. Lorsque la coalition apparaît comme une espèce de moyen révolutionnaire, destiné à faire régner la violence et la contrainte dans le marché du travail, il se conçoit que la loi cherche à prémunir la société et les individus contre les périls qu'elle entraîne; mais la question est de savoir si la coalition n'est pas susceptible de se régulariser, de se purifier, d'aboutir enfin à n'être plus que l'exercice normal du droit d'association. Aujourd'hui qu'un tel progrès est en voie de réalisation, il est certain que les actes qui inquiétaient autrefois le législateur, parce qu'ils lui apparaissaient comme étant forcément les actes d'une coalition pernicieuse et coupable, devront recevoir une interprétation toute différente. On peut croire que telle est bien la pensée de la Commission spéciale, puisque les textes qu'elle propose laissent tomber la disposition de l'article 310 où se marquait particulièrement le désir de se défendre contre les actes abusifs, nés des coalitions. La Commission spéciale ne dit plus un mot des amendes, des défenses, des interdictions, des proscriptions.

On ne peut qu'applaudir, sous ce rapport, à la réforme qu'elle préconise. Il est une conclusion qui se déduit implicitement de ses propositions : c'est que les associations, tant ouvrières que patronales, les syndicats, en un mot, sont devenus une réalité permanente, un fait qui tend à s'incorporer dans l'ordre social. Il est probable que l'esprit de solidarité se substituera de plus en plus à l'individualisme d'autrefois et qu'en matière d'industrie, notamment, la stabilité et la sécurité résulteront de plus en plus d'accords pacifiquement conclus entre groupements distincts. Faut-il croire qu'en s'engageant dans cette voie, l'on trouvera la paix sociale et la justice? L'avenir nous le dira. Rien ne nous interdit de l'espérer. C'est assurément dans cette direction que paraît vouloir s'orienter, spécialement en Belgique, la société moderne et il n'est pas désirable qu'il subsiste dans nos lois des textes qui font obstacle à un tel développement. L'article 310 était un de ces textes, quand ce ne serait qu'à raison de la blessure qu'il infligeait aux sentiments des ouvriers, et c'est pourquoi l'on peut assister sans regret à sa disparition.

Cette abrogation procurera incontestablement une liberté plus grande aux associations, aux syndicats. Le Conseil consultatif espère que cette liberté ne donnera pas lieu à des abus. Toutefois, il ne se dissimule point que des abus sont possibles. S'ils se produisent, il conviendra de les réprimer. C'est là un point qui n'a pas échappé à l'attention de la Commission spéciale. Ses préoccupations se révèlent dans l'article 146bis, dont elle propose l'insertion dans le Code Pénal. Elle cherche à protéger la liberté d'association, laquelle implique également la liberté de ne pas s'agréger à une association. La pensée qui anime la Commission est des plus légitimes.

Seulement, les actes que ce texte signale et qu'il punit sont des faits isolés, et qui sont en quelque sorte détachés d'un ensemble de choses extrêmement complexe. Si l'on est amené un jour à devoir légiférer au sujet du droit d'association, afin d'en régulariser l'exercice, d'en garantir l'usage, de réprimer les abus qu'il peut engendrer, c'est ce vaste ensemble que l'on sera contraint d'envisager. Il serait inadmissible, en effet, que le droit d'asso-

ciation devint un instrument d'oppression et de tyrannie, spécialement à l'égard des particuliers qui désirent conserver leur indépendance.

Quelles sont les sanctions qui, dans ce domaine, garantiront à la fois et le droit d'association et la liberté individuelle? Il serait prématuré d'essayer dès aujourd'hui de les déterminer. Elles ne seront sans doute pas identiques aux pénalités que décrète l'article 310. La répression des abus commis, soit par des syndicats ouvriers, soit par des groupements de patrons, ne doit pas nécessairement donner lieu à des peines d'emprisonnement.

Peut-être conviendra-t-il de frapper l'association comme telle. Mais ce n'est pas le moment de préjuger de ce que sera la législation de l'avenir. Les circonstances exerceront ici une influence décisive. Nous serons instruits par les leçons de l'expérience.

Pourquoi n'aurait-on pas confiance dans la sagesse, dans la modération, dans la clairvoyance des patrons et des ouvriers? Actuellement, il y a lieu simplement de se prononcer sur l'abolition d'une disposition pénale surannée. Le Conseil consultatif estime que cette abolition est souhaitable, qu'elle peut se réaliser sans péril et sans qu'il soit nécessaire de remplacer par d'autres dispositions le texte abrogé. L'article 310 prévoit un certain nombre de faits très condamnables, mais qui relèvent du droit commun et sont frappés suffisamment par d'autres dispositions du Code, quant aux faits qui ont surtout pour caractéristique d'être un abus de la liberté d'association, il est possible, mais nullement certain, qu'ils devront faire plus tard la matière d'une législation spéciale. Ce ne sont pas les dispositions de l'article 310 qui peuvent les atteindre par des sanctions qui soient à la fois équilibrables et efficaces.

Comparaison de l'article 310 C. P. et du droit commun

Faits punis par l'article 310 lorsqu'ils sont commis dans l'intention de porter atteinte à la liberté du travail et qu'ils y portent atteinte.		Dispositions applicables à ces faits, indépendamment de cette intention et de cet effet, en conséquence applicables si l'article 310 était abrogé, et actuellement appliquées quand elles portent des peines plus fortes (C. p. 65).
	<i>Dispositions :</i>	<i>Peines édictées :</i>
Violences légères desquelles il n'est résulté ni coups ni blessures	C. P. 563 3° 564	15 à 25 francs et 1 à 7 jours, ou l'une de ces peines; en cas de récidive, l'emprisonnement peut être porté à 12 jours.
Violences constitutives de coups et blessures	598	8 jours à 6 mois et 26 à 100 francs ou l'une de ces peines; s'il y a préméditation, 1 mois à 1 an et 50 à 200 francs. en cas de récidive, le double.
	56	
Violences constitutives de coups et blessures ayant causé une incapacité de travail	599	2 mois à 2 ans et 50 à 200 francs; s'il y a préméditation, 6 mois à 3 ans, 100 à 500 fr; en cas de récidive, le double.
Violences constitutives de coups et blessures ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail, la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave	400	2 à 5 ans et 200 à 500 francs.
	56	en cas de récidive, le double.
	400	s'il y a préméditation, la réclusion (5 à 10 ans).
	54	en cas de récidive, les travaux forcés (10 à 15 ans).
Violences constitutives de coups et blessures, ayant causé la mort, sans intention de la donner	400	réclusion (5 à 10 ans).
	54	récidive, travaux forcés (10 à 15 ans).
	401	préméditation, travaux forcés (10 à 15 ans).
	54	récidive, travaux forcés (15 à 20 ans).
Violences constitutives de meurtre	593	travaux forcés à perpétuité.
Violences constitutives de meurtre prémédité (assassinat)	594	mort.
Violences commises pour détruire ou dégrader la propriété immobilière d'autrui	528	8 jours à 3 ans et 26 à 500 francs, ou une de ces peines.
	56	récidive, le double.
	529	en bande ou réunion, la réclusion (3 à 10 ans).
	54	récidive, travaux forcés (10 à 15 ans).
	529	le chef et provocateurs, travaux forcés (10 à 15 ans).
	54	récidive, travaux forcés (15 à 20 ans).
	530	dans une maison habitée et avec une autre circonstance aggravante (telle qu'emploi d'armes), travaux forcés (10 à 15 ans); récidive, travaux forcés (15 à 20 ans); en réunion, travaux forcés (15 à 20 ans); chefs et provocateurs, travaux forcés (16 à 20 ans).
	551	Si les violences ont causé une maladie ou une incapacité permanente de travail, ces peines sont encore aggravées.
	552	si elles ont le caractère de meurtre, la peine est la mort.
	525	réclusion (5 à 10 ans).
Violences pour dégrader un immeuble, une machine à vapeur ou des appareils télégraphiques	54	récidive, travaux forcés (10 à 15 ans).
	525	chefs et provocateurs, travaux forcés (10 à 15 ans).
	54	récidive, travaux forcés (15 à 20 ans).

Violences envers un fonctionnaire, un agent ou dépositaire de l'autorité ou de la force publique (en ce compris un particulier légalement requis pour maintenir l'ordre) dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions	269 à 274, 278 à 284 56	suivant la gravité des violences, et pour certaines suivant la qualité de la victime, peines variant de 8 jours à 6 mois et 26 à 200 francs ; 6 mois à 5 ans et 200 à 1.500 francs ; peines doublées en cas de récidive.
Violences sur arrestation ou séquestration	434 à 438, 54, 56	peines allouées : 3 mois à 2 ans et 26 à 200 francs ; avec travaux forcés à perpétuité ; avec aggravation les ordonnant en cas de récidive.
INJURES. — Toutes atteintes à l'honneur ou à la considération ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessous, donc notamment la simple injure verbale, l'injure par écrit ou par fait, mais non publique, l'imputation diffamatoire non publique, et pourvu que la victime ne soit qu'un particulier ou, si c'est un fonctionnaire, que l'injure soit étrangère à sa fonction	561 7° 562 al. 2	10 à 20 francs et 1 à 5 jours ou une de ces peines. récidive, l'emprisonnement peut être porté à 9 jours.
Injures par écrits publiés ou communiqués à plusieurs personnes (cartes postales) ou par faits (charivari) envers un particulier	448 56	8 jours à 2 mois et 26 à 500 francs ou une de ces peines. récidive, le double.
Injures envers un fonctionnaires, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique, une personne ayant un caractère public (en ce compris une personne quelconque légalement requise pour maintenir l'ordre), même sans publicité, pourvu qu'elle soit adressée directement à la personne injuriée (outrage).	275 à 277 56	peines variant suivant la qualité de l'outrage de 8 jours à 1 mois et 26 à 200 fr., 2 mois à 2 ans et 200 à 2,000 francs. récidive, le double.
Injures revêtant les caractères de la calomnie ou diffamation	444 56	8 jours à un an, 26 à 200 francs. récidive, le double.
MENACES. — Verbale avec ordre ou sous condition d'un attentat contre les personnes ou les propriétés punissable de la peine de mort ou des travaux forcés (assassinat, meurtre, incendie, dégradation avec violence des meubles et des immeubles en bande); menace par écrit de mêmes attentats	328 56 327 56	2 mois à 1 an et 26 à 200 francs. récidive, le double. 3 mois à 2 ans et 50 à 500 francs ; avec ordre ou sous condition, 6 mois à 5 ans et 100 à 500 francs. récidive, le double.
Menace par écrit d'un attentat contre la personne ou les propriétés, punissable de la réclusion (coups ayant entraîné une mutilation grave, etc., incendie de récoltes, etc.)	530 56	15 jours à 6 mois et 26 à 200 francs, avec ordre ou sous condition 3 mois à 3 ans et 100 à 500 francs. récidive, le double.
Menace par geste ou emblème d'un attentat contre les personnes ou les propriétés punissable de la peine de mort ou des travaux forcés	529 56	8 jours à 3 mois, 26 à 100 francs. récidive, le double.
Menace quelconque commise pour détruire ou dégrader un meuble, un immeuble, une machine à vapeur ou un appareil télégraphique	528, 529, 530, 525	mêmes peines que pour les violences commises dans les mêmes conditions (voy. <i>supra</i> .)
Menace pour obtenir la remise d'une chose ou la signature d'une convention (extorsion)	468 54	réclusion, 5 à 10 ans. récidive, travaux forcés 10 à 15 ans.
Menace verbale quelle que soit sa gravité si elle n'est pas faite sous ordre ou condition et qui n'est pas accompagnée de destruction mobilière ou immobilière ni moyen d'extorsion	Néant.	

Menace par écrit d'un attentat constituant un simple délit punissable de peine correctionnelle et qui n'est pas accompagnée de destruction mobilière ou immobilière, ni moyen d'extorsion	Néant.	
Menace par geste ou emblème d'un attentat punissable d'une peine inférieure aux travaux forcés et qui n'est pas accompagnée de destruction mobilière ou immobilière, ni moyen d'extorsion	Néant.	
Amende, interdiction, proscription quelconque	Néant.	Les articles 1226, 1229, 1231, 2047 du Code civil les déclarent valables et obligatoires.
RASSEMBLEMENT. — (*) Actes d'intimidation constituant des menaces, c'est-à-dire moyen de contrainte morale par la crainte d'un mal imminent (C. p. 485) acte d'intimidation ne constituant pas une menace	Néant, sauf les règlements de police, 327 et suivants, néant.	les peines des menaces (voy. <i>supra</i>). Cfr. Const. art. 19.
Explosions près des établissements où s'exerce le travail si elle a le caractère d'une menace — constitue une menace par geste	329	voir ci-dessus, menaces par gestes.
Explosions manifestant la détention ou le transport d'une substance explosive ou d'un engin meurtrier agissant par explosion, lorsqu'ils ont eu lieu dans l'intention de commettre un crime ou un délit,	loi du 22 mai 1886 54, 56 C. P.	la réclusion et 100 à 4,000 francs, s'il s'agit d'un crime; en cas de récidive, les travaux forcés de 10 à 15 ans; 8 jours à 1 an et 26 à 300 francs, s'il s'agit d'un délit; récidive, le double.
Ou seulement la détention ou le transport, sans autre circonstance des explosifs dangereux, dont les arrêtés royaux sur la matière ont réglementé la détention et le transport	loi du 15 octobre 1881 : 56 C. P.	15 jours à 2 ans et 100 à 1,000 francs ou une de ces peines. récidive, le double.
DESTRUCTION DE CLOTURES des établissements industriels ou des habitations des ouvriers	545	8 jours à 6 mois et 26 à 200 francs ou une de ces peines. récidive, le double.
Destruction ou dégradation des outils, instruments, appareils ou engins de travail et d'industrie		
S'il s'agit d'une construction ou d'une machine à vapeur ou d'un appareil télégraphique	521 à 525	peines variant de 15 jours à la réclusion et de 50 à 500 francs.
S'il s'agit de meubles et si la destruction a été accompagnée de violences ou de menaces	528, 529, 530, 525	voir <i>supra</i> , violences et menaces.
S'il s'agit d'un meuble, sans autre circonstance	559 1°; 562	10 à 20 francs et en cas de récidive 5 jours.

B. N. — Le signe (*) indique les incriminations ajoutées au Code de 1867 par la loi du 30 mai 1892.

(N^o 35.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JANUARI 1920.

Wetsontwerp

tot opheffing van artikel 310 van het Strafwetboek.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ter vergadering van 11 Juni 1919 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, diende de Regeering een wetsontwerp in, houdende opheffing van artikel 310 van het Strafwetboek, gewijzigd door de wet van 30 Mei 1892.

Ten gevolge van de ontbinding der Kamers op 18 October ll., is dit ontwerp vervallen.

Op 's Konings last, heeft de Regeering de eer U dit ontwerp opnieuw ter behandeling voor te leggen, in de hoop dat de Kamer er weldra hare goedkeuring zal aan hechten.

Ter rechtvaardiging van dit ontwerp, gelden de beschouwingen uiteengezet in de memorie van toelichting, welke bij het vervallen ontwerp behoorde.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

PROJET DE LOI

abrogeant l'article 310 du Code pénal.

Albert,**ROI DES BELGÈS,***A tous présents et à venir, Salut.*Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre Nom,
aux Chambres Législatives, le projet
de loi dont la teneur suit :**ARTICLE UNIQUE.**L'article 310 du Code pénal, modi-
fié par la loi du 30 mai 1892, est
abrogé.Donné à Bruxelles, le 12 janvier
1920.**WETSONTWERP**tot opheffing van artikel 310 van het
Strafwetboek.**Albert,****KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie,**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**Onze Minister van Justitie is ge-
last, in Onzen Naam, bij de Wetge-
vende Kamers het wetsontwerp aan
te bieden, waarvan de inhoud volgt :**EENIG ARTIKEL.**Artikel 310 van het Strafwetboek,
gewijzigd door de wet van 30 Mei
1892, is opgeheven.Gegeven te Brussel, 12 Januari
1920.**ALBERT.**Par le Roi :
*Le Ministre de la Justice,*Van 's Konings wege :
*De Minister van Justitie,***E. VANDERVELDE.**

BIJLAGE

Wetsontwerp tot opheffing van artikel 310 van het Strafwetboek.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een noodzakelijk gevolg van syndicale vrijheid is de opheffing van artikel 310 van het Strafwetboek.

Inderdaad, zoolang artikel 310 zal spreken van opgelegde geldboete, verbod, ontzegging of welkdanige uitsluiting, kan een syndicaat, niet eens tegenover zijn leden, de meest gewettigde sancties nemen, zonder zijn leiders aan vervolging en aan strenge veroordeeling bloot te stellen.

Anderzijds beweert niemand dat aanslagen op de vrijheid van den arbeid door belediging, bedreiging, gewelddaad vernieling van gereedschap of samenscholing ongestraft moeten blijven; maar die daden zijn op zich-zelf reeds inbreuken op de strafwet, zoodat het er noch slechts om gaat te weten of die inbreuken met een uitzonderingsstraf dienen gestraft omdat de daders werkgevers en werknemers zijn.

Vooreerst is de Regeering van meening dat artikel 310 dient opgeheven waar het gaat om *ontzegging en verbod, geldboete en uitsluiting*.

Elke vereeniging kan haar leden straffen met geldboete of tegen hen een verbod, eene ontzegging uitspreken. Onder de heerschende wet kan het beroepssyndicaat dit niet, althans voor zoover het de wettelijke erkenning niet heeft gevraagd. Reeds in zijn werk over de « Trade Unions » en de Vakvereenigingen, dat in 1894 het licht zag, gaf de heer Ernest Dubois, destijds docent aan de Gentsche hoogeschool, uiting aan de volgende bezwaren tegen de bepalingen van artikel 310 (1) :

« Wij vragen dat dit verbod wordt opgeheven. Want is het billijk en » volstrekt vereischt dat de wet eiken aanslag, die met name een vakveree- » niging op de vrijheid van den arbeid zou kunnen plegen, beteugete, » billijk is het ook dat zij aan deze vereeniging de vrijheid late aan hare » leden geldboeten op te leggen, of tegen hen een verbod, eene ontzegging

(1) Gent, SIFFER, 1894, bladz. 196.

» of eene uitsluiting uit te spreken. Men is vrij al dan niet tot de
 » vereeniging toe te treden, maar eenmaal toegetreden, dan is men
 » onderworpen aan het maatschappelijk statuut; meent de vereeniging der-
 » gelijke maatregelen te moeten treffen, dan mag de wet haar dit niet ver-
 » bieden. Vooral tegen de vereenigingen is het nochtans dat bedoeld verbod
 » gericht is. Bezwaarlijk kan men zich een particulier voorstellen die aan
 » een anderen particulier of zelfs aan een werkgever eene gelboete zou
 » opleggen, of tegen hem een verbod, eene ontzegging of eene uitsluiting
 » zou uitspreken, met het doel om de vrijheid van arbeid en nijverheid te
 » beperken. Dergelijk verbod of gelboete zou zonder eenige sanctie blijven
 » en zij die er mede bedreigd zijn, zouden er zich dan ook niet hoeven om
 » te bekommeren. Alleen van vereenigingen kan men ze dus verwachten.
 » Alsdan eischen wij voor haar volledige vrijheid. »

Op het standpunt der syndicale vrijheid plaatste zich ook de heer Begerem, Minister van Justitie, toen hij in 1894, het ontwerp Lejeune op de vakvereenigingen voor zijn rekening nam. (*Handelingen der Kamer*, 16 November 1894. Zittijd 1894-1895, blad. 25.)

Inderdaad, door de memorie van toelichting wordt de schrapping van de woorden *geldboete, verbod, ontzegging of welkdanige uitsluiting*, die voorkomen in artikel 310 aldus gerechtvaardigd: « Tusschen deze woorden » en de natuurlijke actie van de vereeniging op hare leden en op hen die zij » ten doel heeft te beschermen, bestaat er tegenstrijdigheid. Ook werd deze » bepaling uit de Fransche wet op de Syndicaten verwijderd. »

De Minister van Justitie werd echter daarbij door de Kamer niet gevolgd en artikel 310 bleef onveranderd. (Zie verslag de Sadeleer, *Kamerbesch.* 1895-1896, bladz. 119 en volg.)

Al het hij den tekst ongewijzigd, de verslaggever, de heer de Sadeleer, verklaarde nochtans — maar werd trouwens uitdrukkelijk tegengesproken door den heer Woeste, — dat, naar zijn meening, de leden der syndicaten, m. a. w. de leden der erkende vakvereenigingen, elkander met verbod of ontzegging zouden kunnen treffen, *mits aan de rechten van derden geen afbreuk te doen*.

Maar het is niet duidelijk voor iedereen, dat telkens als een syndicaat eene beslissing neemt, deze maatregel niet slechts zijn leden aanbelangt, maar noodzakelijk ook, bij wijze van gevolg, de belangen raakt van derden, zij wezen werkgevers of niet-gesyndikeerde werklieden.

Men kan het zich niet ontveinzen dat een zekere vrees geopperd werd aangaande de in het vooruitzicht gestelde opheffing van artikel 310: zal deze opheffing niet ten gevolge hebben dat de nijverheid onvoldoende beschermd zal zijn tegen ongeoorloofde aanvallen?

Zulke vrees is ongegrond. Er zou wel grond voor zijn indien ten gevolge van de afschaffing van artikel 310 straffeloosheid ware verzekerd aan hen die de vrije uitoefening van een bedrijf of van den arbeid in den weg staan of beletten.

Maar dat is het geval niet.

Zeker zullen er voortaan feiten zijn, die niet meer strafbaar zijn: het

opleggen van boeten en het uitspreken van verbod, ontzegging en uitsluiting. Moesten deze feiten nog verder als strafbaar worden beschouwd, dan zou dit betekenen dat wordt afgezien van elke ernstige verandering aan het thans bestaande stelsel; het zou afkondigen zijn, dat de syndicale vrijheid, die uitdrukkelijk beloofd werd, nog niet voor verwezenlijking vatbaar is.

Er kan dan ook niet worden verwacht dat vele stemmen zullen vragen, dat de bepalingen, die het opleggen van boeten en het uitspreken van verbod, ontzegging en uitsluiting met straf bedreigen, verder in het wetboek zullen worden behouden. Is het verder noodig er op te wijzen dat de hervorming, waarnaar men zoo vurig verlangt, een echte valstrik zou zijn, indien de opgeheven bepalingen werden vervangen door andere, die, langs een omweg, de bestraffing derzelfde daden zouden mogelijk maken? Dit moet ons tot wantrouwen aanzetten tegenover zekere, in zeer algemeene bewoordingen gestelde teksten, die slechts abstracte, moeilijk te bestrijden waarheden schijnen uit te drukken, maar welke in de praktijk het mogelijk zouden maken onrechtstreeks de feiten te treffen die bij artikel 310 worden gestraft.

Men kan het niet genoeg herhalen : de noodzakelijkheid om de syndicale vrijheid te waarborgen tegen elke betwisting is de reden die den wetgever moet aanzetten tot opheffing van artikel 310. Is dit resultaat eenmaal bereikt, dan blijven er blijkbaar geene kwesties meer over waarvan de oplossing waarlijk moeilijkheden oplevert.

De meest overtuigde voorstanders van de syndicale vrijheid wenschen voorzeker niet dat de arbeiders en de werkgevers zich aan de toepassing der bepalingen van het gemeene recht onttrekken kunnen. Integendeel, het is juist op het gemeene recht dat zij niet opgehouden hebben zich te beroepen. Indien men in artikel 310 de bepalingen schrapt die de syndicale vrijheid aan banden leggen, dan stelt men vast dat de overige in dit artikel bedoelde overtredingen, op een enkele uitzondering na, gemeenrechtelijke misdrijven zijn welke bij een vrij groot aantal artikelen van het Strafwetboek zijn voorzien. Dit werd reeds bewezen door den heer Jules Destrée, in de merkwaardige redevoering die hij in de Kamer der Volksvertegenwoordigers uitsprak den 13^{en} October 1897. (Handelingen 6. 1896-1897, bladz. 2273.) Dit is namelijk het geval voor de gewelddaden, de beledigingen en de vernielingen. (Men zie de opgave, die als bijlage van deze *Memorie van Toelichting* is toegevoegd.)

Zal men beweren dat dergelijke feiten op eene bijzondere wijze moeten worden gestraft en des te scherper omdat zij betrekking hebben op de conflicten uit het arbeidcontract ontstaan? Men zal bezwaarlijk overtuigende bewijsredenen vinden om die uitzonderingsbehandeling te rechtvaardigen.

Men herleze in het Strafwetboek de artikelen betreffende gewelddaden, beledigingen en vernielingen; men zal zonder eenige moeite erkennen dat de straffen, die zij voorzien, de maatschappelijke orde op voldoende wijze waarborgen, ook tegen misdrijven en overtredingen die in verband staan met de conflicten tusschen arbeid en kapitaal.

Misschien zal men het bezwaar doen gelden dat zekere feiten, voorzien bij artikel 310, te weten de samenscholingen, de betrekkelijk

ernstigere bedreigingen en de daden van vreesaanjaging, niet onder de toepassing vallen van eenig artikel van het Strafwetboek.

De belangrijkheid der leemte behoort niet te worden overschat. Samenscholingen kunnen slechts als een misdrijf gelden wanneer zij beschouwd kunnen worden als een daad van vreesaanjaging, welke daad volgens de strafwet, slechts strafbaar kan worden verklaard wanneer zij op een bedreiging neerkomt.

Is niet het doel eener bedreiging dengene die men bedreigt vrees aan te jagen?

De daden van vreesaanjaging worden dus gestraft, zelfs wanneer artikel 340 niet meer bestaat, telkens als zij eene bedreiging worden. Men kan wel is waar van meening zijn dat de voorzieningen van het Strafwetboek in zake beteugeling van bedreigingen, onvolledig en ontoereikend zijn. Deze opmerking heeft eene algemeene strekking en is niet uitsluitend toepasselijk op de feiten die een aanslag uitmaken op de vrijheid van den arbeid. Wanneer onze strafwetgeving zal worden herzien, dienen de bepalingen betreffende de bedreigingen ook gewijzigd.

Begrip en maatstaf in zake beteugeling van schriftelijke of daadwerkelijke vreesaanjaging werden op duidelijke wijze bepaald door Eud. Pirmez bij den voorbereidenden arbeid tot het Wetboek van 1867.

De wet moet elke daad beteugelen die aan dengene, die wordt bedreigd, het gevoel zijner veiligheid ontnemt; zij behoort dus alleen eene ernstige bedreiging te beteugelen, die den bedreigden persoon doet yverzen dat zij ten uitvoer zal worden gebracht. (NIPPELS. *Lévis. crim.*, d. II, bladz. 788 en 789 met het verslag van d'Anethan. *id.* bladz. 808.)

Maar in de plaats dat zij, zooals zij het in het Wetboek hebben gedaan, er zich zouden toe bepalen, door de gegeven definitie aan te stippen dat de bedreiging om strafbaar te wezen van ernstigen aard moet zijn (artikel 483 : zedelijk dwangmiddel door de vrees van een dreigend kwaad) en verder de rechter, in ieder geval, volgens de omstandigheden en de personen, dan te laten oordeelen over het ernstig karakter der bedreiging, hebben de wetgevers van 1867 er zich in de artikelen 327 en volgende op toegelegd *a priori* en *in abstracto* te bepalen welke bedreigingen ernstig zijn en welke het niet zijn. Volle licht werd reeds verspreid op de bezwaren van dit theoretisch systeem dat den rechter bindt, doordien het de strafwaardigheid, die slechts een zuiver afgetrokken denkbeeld is, wil voorzien en meten, terwijl zoowel het maatschappelijk belang als de rechtvaardigheid eischen dat men de strafwaardigheid beschouwe in verband met de gepleegde feiten en de persoonlijkheid der daders. In zake de beteugeling der daden van vreesaanjaging heeft de toepassing van dit systeem geleid tot de ingewikkelde bepalingen van artikel 327 en volgende van het Strafwetboek.

Wanneer de noodzakelijke algemeene herziening van dit wetboek zal geschieden, zullen al deze bepalingen waarschijnlijk vervangen worden door een enkel artikel, bevattende alle middelen van zedelijken dwang door de vrees voor een dreigend kwaad, waarvan de verwezenlijking de toepassing van eene lijf- of boetstraf zou ten gevolge hebben, het is te zeggen elke

ernstige bedreiging met eenen, eene misdaad of een wanbedrijf zijnde, aanslag op personen of eigendommen en waarbij tegen hem, die zich aan de bedreiging schuldig maakte, eene penaltiteit wordt voorzien, die den rechter toelaat eene straf uit te spreken in evenredigheid tot den werkelijken ernst van elk geval en tot de strafwaardigheid van elken veroordeelde. Zuike grondige wijziging kan niet door eene gedeeltelijke hervorming worden bereikt, die des te moeilijker te verwezenlijken is, dat in het straffenstel, in het hoofdstuk « bedreigingen » van het Strafwetboek bepaald, bezwaarlijk plaats is voor eene nieuwe, met de reeds voorziene in verband staande strafbepaling uitgevaardigd tegen hen die zich te buiten gaan aan ernstige bedreigingen, waarin bij de thans van kracht zijnde teksten niet is voorzien.

Uit deze opmerkingen moeten wij onthouden dat de herziening der bepalingen van het Strafwetboek betreffende de bedreigingen op touw dient te worden gezet, en de Regeering heeft, van nu af aan, met de studie dezer kwestie een aanvang gemaakt.

Is het noodig deze hervorming onmiddellijk en ter gelegenheid van de opheffing van artikel 310 te verwezenlijken? Zoo denkt er de Regeering niet over. Zij is van meening dat de eenvoudige opheffing van artikel 310 eene hervorming is, waarvan de verwezenlijking tot geen enkele ernstige bezorgdheid aanleiding kan geven. Het is verkieslijk de veranderingen, die onze wetgeving verlangt in zake betrugeling van zekere overtredingen, tot later uit te stellen. Er bestaan op dit gebied kwesties, die alleen met vrucht kunnen worden bestudeerd, wanneer haar onderzoek met de noodige kalmte en rijpheid wordt doorgezet.

Wat betreft de maatregelen ter bescherming van het vereenigingsrecht, het is te zeggen van het recht van elken burger om zich al dan niet, volgens de ingevingen van zijn vrijen wil, bij eene vereeniging of een syndicaat aan te sluiten, deze kwestie staat in verband met de wet op de vakvereenigingen.

Zonder een algemeene herziening dezer wet af te wachten, stelt de Regeering zich voor binnen kort een wetsontwerp ter bescherming van de vereenigingsvrijheid in te dienen.

Thans stelt zij de eenvoudige opheffing voor van artikel 310, in de overtuiging dat deze hervorming op gepaste wijze voldoening zal schenken aan een der meest rechtvaardige eischen der openbare meening, zonder in het minst de waarborgen te schaden die de wet aan de vrijheid van arbeid en nijverheid dient te verzekeren.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

VERSLAG

van de raadgevende commissie van het Departement van Justitie
over de opheffing van artikel 310 van het Strafwetboek.

De raadgevende commissie is eenparig van meening dat artikel 310 van het Strafwetboek moet worden opgeheven. Dienaangaande is zij het eens met de bijzondere commissie. Deze stelt voor, artikel 310 te vervangen door een zeker aantal nieuwe, in het Strafwetboek op te nemen bepalingen. De raadgevende commissie deelt deze zienswijze niet. Gaarne erkent zij dat zeer ernstige overwegingen ten voordeele van de door de bijzondere commissie voorgestelde beschikkingen pleiten.

Doch zij versterken slechts in vrij geringe mate de beteugeling van de inbreuken op de vrijheid van den arbeid, terwijl zij, van den anderen kant, kunnen aanleiding zijn dat bij de werklieden den indruk wordt verwekt dat artikel 310 vervangen werd door ongeveer gelijkwaardige teksten. De verzoenende invloed, dien men van deze opheffing verwacht, zou er dus ten eerste door verzwakken.

De bijzondere commissie stelt voor, onder meer bepalingen, een artikel 146^{bis} in 't leven te roepen om de inbreuken op de vrijheid van vereeniging te beteugelen.

Het plan verdient belangstelling. De raadgevende commissie is geneigd te meenen, dat het regime der vereenigingen nauwkeuriger en systematischer geregeld zou behooren te worden; dat zich op dit gebied misbruiken kunnen voordoen, waarvan de beteugeling zou noodig zijn. Deze taak zal zich wellicht later aan den Wetgever opdringen; maar dan zullen gezamenlijke maatregelen, na voorzichtig overleg, dienen getroffen. Het ware ongepast één der moeilijkheden, die in verband staan met de uitoefening van het recht van vereeniging, te willen oplossen als een bijkomstige zaak en naar aanleiding van de vrijheid van arbeid.

De raadgevende commissie is van oordeel dat het verdwijnen van artikel 310 zonder bezorgdheid mag worden tegemoet gezien. Naar zij meent beantwoordt dit artikel thans slechts op zeer onvoldoende wijze aan de heerschende eischen onzer maatschappelijke orde.

Daarom geeft het dan ook gelegenheid tot ergerende en vruchteloze geschillen.

Onder de feiten waarop artikel 310 straf stelt, zijn er die inbreuken op het gemeene recht uitmaken en die, zelfs als bestond dit artikel niet, onder de toepassing van andere artikelen van het Strafwetboek zouden vallen. Deze feiten worden, wel is waar, als zouden zij inbreuken zijn op de vrijheid van den arbeid, vooral sedert de wet van 30 Mei 1892 met meer strengheid gestraft. Het is mogelijk dat de handhaving der maatschappelijke orde vóór een dertigtal jaar dergelijke strengheid hebbe gevergd. Dienaangaande

hierleze men de kamersbesprekingen, waaruit de wet van 30 Mei 1892 is geboren, en inzonderheid het verslag der middensectie : en zonder moeite zal men tot de overtuiging komen dat die wet haar bestaan dankt aan gansch bijzondere omstandigheden, die men gelukkig van tijdelijken aard mag noemen. Er heerschte toenmaals hevige gisting onder de arbeiders. Talrijke aanslagen hadden zich bij onlangs plaats gehad hebbende stakingen voorgedaan; het is te begrijpen dat men er toen aan gedacht heeft, den rechter strenger te wapenen.

Sedertdien is er heel wat veranderd. De gedachten zijn dezelfde niet meer. Het is een feit waarmee rekening dient gehouden, dat, dank zij het algemeen stemrecht, de volksklasse in de gemeente, in de provincie, in den Staat deel neemt aan het bestuur der openbare zaak en dat het gevoel harer verantwoordelijkheid merkelijk is verscherpt.

Anderzijds is het zeker dat het syndicaten-stelsel ontegensprekelijk sporen van eene heilzame evolutie vertoont. Het aantal instellingen, die strekken tot het sluiten van minnelijke en vredelievende schikkingen, ziet men steeds grooter worden. Geschillen tusschen werkgever en arbeider worden niet heelemaal op dezelfde wijze meer beschouwd als voorheen.

Afgezien van de inbreuken op het gemeene recht, kende artikel 310, op grond van eene lange traditie, een karakter van strafbaarheid toe aan feiten die, stonden zij buiten verband met de nijverheid of den arbeid, ten hoogste een louter civiele straf waardig zouden zijn geacht. Dit geldt met name voor de geldboete, het verbod, de ontzegging en de uitsluiting. De bijzondere commissie is van oordeel dat feiten van dien aard niet strafrechtelijk dienen gestraft. De raadgevende commissie sluit zicht bij die zienswijze aan; maar bewijst niet dergelijke hervorming, waarvoor thans wel iedereen gewonnen schijnt, dat het beginsel zelf, waarop artikel 310 gevestigd is, aan een grondige herziening dient onderworpen?

Artikel 310 ontstond door een rechtstreeksch, trouwens gemakkelijk te volgen proces, uit de gedachten die heerschten, ruim een eeuw geleden, daägs na de geweldige politieke en sociale omwenteling die het oude regiem van kant schoof. Dat, in zake nijverheid, de meest volstreckte persoonlijke vrijheid diende gehandhaafd, drong toen, bekleed met het gezag van een dogma, als een noodzakelijkheid naar voren en men mistrouwde bondgenootschap, omdat men vreesde dat de menschen, door zich bij elkaar aan te sluiten, een al te groot aandeel hunner onafhankelijkheid prijs zouden geven. Dergelijke opvattingen hadden, in den tijd waar zij heerschten, haar reden van bestaan en zij hebben zelfs zeer belangrijke diensten bewezen. Zij stemmen echter niet meer overeen met den tegenwoordigen sozialen toestand, gesproken uit eene meer dan honderdjarige evolutie. Die vijandigheid tegenover den geest van vereeniging, wanneer deze werkzaam was op gebied van economische betrekkingen, vond hare treffendste uiting in de tegencoalitie en tegen de gevolgen van coalitie uitgevaardigde straafmaatregelen.

Het Strafwetboek van 1810 sprak uitdrukkelijk van coalitie van arbeiders en bedreigde deze met zware straffen. Artikel 310 van ons Strafwetboek gewaagt er niet van. Sedert 1867 is coalitie als zoodanig niet meer strafbaar.

Maar het volstaat artikel 310 te lezen en het in verband te brengen met de vroegere bepalingen, waarnaar het voortspruit, om vast te stellen dat het meerendeel der door de wet gestrafte feiten juist die zijn, welke in het oog van den wetgever van 1810 aanleiding vonden in het bestaan eener coalitie.

De wetgever van 1810 was dus bovenal bevreesd voor coalitie, en die vrees bekleemde nog de ontwerpers van het Wetboek van 1867 alsook de opstellers der wet van 30 Mei 1892. Was zulke vrees, op het oogenblik dat ze in wetsteksten werd omgezet, gegrond? Waarschijnlijk. Wanneer coalitie zich voordoet als een soort revolutionnair middel, bestemd om de arbeidsmarkt over te leveren aan de heerschappij van dwang en geweld, is het best te begrijpen dat de wet de maatschappij en het individu wenscht te beschermen tegen de gevaren, die er uit voortvloeien; maar het is zaak te weten of voor coalitie geen geregelde en zuivere gronden zouden kunnen worden gevonden, zoodat zij ten slotte alleen nog zou zijn de normale uitoefening van het recht van vereeniging. Nu met dergelijken vooruitgang een begin is gemaakt, is het zeker dat de daden, welke eertijds den Wetgever verontrustten, omdat zij hem voorkwamen noodzakelijk daden te zijn eener verderfelijke en schuldige coalitie, heelemaal anders uitgelegd zouden behooren te worden. Men kan aannemen dat zulks ook de opvatting is van de bijzondere commissie, daar uit de door haar voorgestelde teksten die bepaling van artikel 310 is weggefallen, waarin in het bijzonder de bedoeling lag zich te verdedigen tegen de uit coalitie ontstane misbruiken. De bijzondere commissie zegt geen woord meer over de geldboete, het verbod, de ontzegging, de uitsluiting.

Te dien opzichte kan men de door haar voorgestane hervorming slechts goedkeuren. Uit hare voorstellen is dit besluit impliciet af te leiden : dat de vereenigingen zoo van werknemers als van werkgevers, met één woord de syndikaten, een vaste werkelijkheid geworden zijn, een feit dat straks een bestanddeel zal worden van de maatschappelijke orde. Het is waarschijnlijk dat de geest van solidariteit al meer en meer in de plaats zal komen van het individualisme van eertijds en dat, namelijk in zake nijverheid, stabiliteit en veiligheid al meer en meer het gevolg zullen zijn van vreedzame overeenkomsten tusschen onderscheiden groepeerings. Zullen wij, door dien weg op te gaan, maatschappelijken vrede en rechtvaardigheid bereiken ? De toekomst zal het leeren. Niets belet ons dit te hopen. Die richting is het gewis, welke de moderne maatschappij, vooral in België, schijnt te willen inslaan, en het kan niet worden gewenscht dat in onze wetten nog teksten blijven bestaan die dergelijke ontwikkeling in den weg staan. Zulk een tekst was artikel 310, al was het maar omdat hij krenkend was voor de gevoelens der arbeiders en daarom ook kunnen wij hem zonder spijt zien verdwijnen.

Deze opheffing zal ontegenzeggelijk aan de vereenigen en syndicaten eene grootere mate van vrijheid schenken. De raadgevende commissie hoopt dat deze vrijheid tot geene misbruiken zal aanleiding geven, alhoewel zij zich niet ontveinst dat deze kunnen voorkomen. Mocht dit het geval zijn, dan hooren zij gestraft. Dit punt is der aandacht van de bijzondere

commissie niet ontgaan. In artikel 146bis, dat zij voorstelt in het Strafwetboek in te lassen, komt hare bezorgdheid tot uiting. Haar doel is de vrijheid van vereeniging te beschermen, welke vrijheid ook de vrijheid insluit om niet tot eene vereeniging toe te treden. De bedoeling der commissie is op recht en rede gegrond. Maar de daden die deze tekst aanhaalt en bestraft, zijn alleenstaande feiten, die als het ware afgescheiden zijn van een uiterst ingewikkeld geheel. Mocht men er eenmaal toe komen eene wet te maken op het vereenigingsrecht, ten einde de uitoefening ervan te regelen, het gebruik ervan te waarborgen, en de misbruiken die er kunnen uit voortvloeien te keer te gaan, dan zal men gedwongen zijn dit vraagstuk in al zijn omvang onder het oog te zien. Het zou inderdaad niet aan te nemen zijn dat het vereenigingsrecht een werktuig zou worden tot verdrukking en tirannij, in 't bijzonder tegenover de particulieren die hunne onafhankelijkheid wenschen te bewaren.

Welke zijn de straffen die, op dat gebied, tevens het vereenigingsrecht en de persoonlijke vrijheid zullen waarborgen? Het zou voorbarig zijn reeds nu te trachten deze te bepalen. Zij zullen waarschijnlijk niet dezelfde zijn als de straffen bij artikel 310 voorzien. De beteugeling der misbruiken, hetzij door arbeiderssyndicaten, hetzij door vereenigingen van werkgevers gepleegd, moet niet noodzakelijk tot het opleggen van een gevangenisstraf leiden.

Wellicht zal de vereeniging als dusdanig dienen te worden gestraft. Maar het is thans het oogenblik niet om te voorzien wat de wetgeving in de toekomst zal brengen. De omstandigheden zullen hierop een beslissenden invloed uitoefenen. De lessen der ervaring zullen ons inzicht verruimen.

Waarom zou men geen vertrouwen stellen in de wijsheid, de bezadigdheid en het doorzicht der werkgevers en der arbeiders? Thans is het alleen maar zaak een oordeel uit te spreken omtrent de opheffing eener verouderde strafbepaling. De raadgevende commissie acht deze opheffing wenschelijk en meent dat er zonder enig gevaar toe overgegaan kan worden en zonder dat het noodig weze den ingetrokken tekst door andere bepalingen te vervangen. Artikel 310 voorziet een zeker aantal feiten die stellig strafbaar zijn, maar die aan het gemeene recht zijn onderworpen en voldoende worden beteugeld door andere bepalingen van het wetboek. Wat de feiten betreft, die zich vooral als misbruiken der vereenigingsvrijheid kenmerken, het is mogelijk, maar geenszins zeker, dat zij later tot eene bijzondere wet aanleiding zullen moeten geven. En het zijn niet de bepalingen van artikel 310 die deze feiten kunnen treffen met straffen, die tevens rechtvaardig en doelmatig zijn.

Vergelijking van artikel 310 van het Strafwetboek met het gemeene recht.

Feiten gestraft door artikel 310, wanneer zij bedreven zijn met het doel een aanslag op de vrijheid van den arbeid te plegen en zij dit ook werkelijk doen.

Bepalingen die op deze feiten toepasselijk zijn, zonder verband met deze bedoeling of dit uitwerksel, die dus van toepassing zouden zijn wanneer artikel 310 opgeheven was, en die thans worden toegepast wanneer zij zwaardere straffen betreffen (Strafw. 65).

	Bepalingen :	Opgelegde straffen.
Lichte geweld daden die noch slagen noch verwondingen ten gevolge hebben gehad.	Wetboek van Strafrecht, 563, 56, 564.	15 tot 25 frank en 1 tot 7 dagen of een dier straffen; bij herhaling kan de gevangenisstraf gebracht worden op 12 dagen.
Opzettelijke verwondingen en slagen.	398	8 dagen tot 6 maanden en 26 tot 100 frank of eene dier straffen; met voorbedachten rade 1 maand tot 1 jaar en 50 tot 200 frank. Bij herhaling het dubbel.
	56	
Opzettelijke verwondingen of slagen die onbekwaamheid tot arbeid tewerg brachten.	399	2 maand tot 2 jaar en 50 tot 200 frank; met voorbedachten rade, 6 maanden tot 3 jaar, 100 tot 500 frank. Bij herhaling het dubbel.
Opzettelijke verwondingen of slagen die eene ongeneesbaar schijnende ziekte, eene blijvende onbekwaamheid tot arbeid, het verlies van het volkomen gebruik van een zintuig of eene zware verminking ten gevolge hebben.	400	2 tot 5 jaar en 200 tot 500 frank.
	56	bij herhaling het dubbel.
	400	in geval van voorbedachten rade, opsluiting (5 tot 10 jaar).
	54	bij herhaling, dwangarbeid (10 tot 15 jaar).
Opzettelijke verwondingen of slagen, toegebracht zonder inzicht om ter dood te brengen, maar die dezen nochtans ten gevolge hebben.	400	opsluiting (5 tot 10 jaar).
	54	bij herhaling, dwangarbeid (10 tot 15 jaar).
	401	met voorbedachten rade, dwangarbeid (10 tot 15 jaar).
	54	bij herhaling, dwangarbeid (15 tot 20 jaar).
Vrijwillige doodslag.	395	levenslange dwangarbeid.
Vrijwillige doodslag met voorbedachten rade (moord).	394	doodstraf.
Gewelddaden met het doel eens anders roerenden eigendom te vernielen of te beschadigen.	528	8 dagen tot 3 jaar en 26 tot 500 frank of een dezer straffen.
	56	bij herhaling het dubbel.
	529	in vereeniging of in bende, opsluiting (5 tot 10 jaar).
	54	bij herhaling, dwangarbeid (10 tot 15 jaar).
	529	de belhamels en de opruiers, dwangarbeid (10 tot 15 jaar).
	54	bij herhaling, 15 tot 20 jaar dwangarbeid.
	530	binnen een bewoond huis en met eenige bezwarende omstandigheid (zooals het gebruiken van wapens), 10 tot 15 jaar dwangarbeid; bij herhaling 15 tot 20 jaar dwangarbeid; in vereeniging, 12 tot 15 jaar dwangarbeid; bij herhaling, 15 tot 20 jaar dwangarbeid; belhamels en opruiers, 15 tot 20 jaar dwangarbeid.
	531	indien de gewelddaden eene ziekte of eene blijvende onbekwaamheid tot arbeid ten gevolge hebben gehad, worden deze straffen nog verzwwaard.

Gewelddaden met het doel eens anders roerenden eigendom te vernielen of te beschadigen.	532	indien zij als doodslag kunnen worden beschouwd is de straf de doodstraf.
Gewelddaden met het doel een gebouw, een stoomtuig of telegraaflijnen te beschadigen.	525 54 525 54	opsluiting (5 tot 10 jaar). bij herhaling 10 tot 15 jaar dwangarbeid. belhamels en opruiers 10 tot 15 jaar dwangarbeid. bij herhaling 15 tot 20 jaar dwangarbeid.
Gewelddaden tegen een ambtenaar, een voerder of dienaar van het openbaar gezag of van de openbare macht (daaronder wordt begrepen een particulier die wettelijk werd aangesteld om de orde te handhaven) in de bediening of ter gelegenheid van de uitoefening zijner bediening.	269 tot 274, 278 tot 281. 56	volgens den ernst der gewelddaden en voor sommige dezer volgens den rang van het slachtoffer, straf van 8 dagen tot 6 maanden en van 26 tot 200 frank; van 6 maanden tot 5 jaar en van 200 tot 1,500 frank. in geval van herhaling het dubbel.
Gewelddaden in geval van gevangenneming of gevangenhouding.	434 tot 438, 54 tot 56.	straffen van 3 maanden tot 2 jaar en 26 tot 200 frank met levenslangen dwangarbeid in geval van bezwarende omstandigheden en bij herhaling.
BELEEDIGINGEN. — Alle schennissen van iemands eer of faam niet onder de hier ondervermelde rubrieken hoorende, namelijk de eenvoudige mondelinge beleediging, de beleediging door schrift of daad, maar niet in het openbaar, de niet in 't openbaar uitgebrachte lasterlijke aantijging, mits het slachtoffer een particulier zij, of, indien het een ambtenaar is, de beleediging aan zijn ambt vreemd weze.	561, 7° 562. lid 2	10 tot 20 frank en 1 tot 5 dagen of een dier straffen. bij herhaling kan de gevangenisstraf gebracht worden op 9 dagen.
Schriftelijke beleedigingen die openbaar gemaakt of medegedeeld werden aan verscheidene personen (postkaarten) of beleedigingen door daden (ketelmuziek) jegens een particulier.	448 56	8 dagen tot 2 maanden en 26 tot 500 frank of eene dier straffen. bij herhaling het dubbel.
Beleedigingen jegens een ambtenaar, een voerder van het ambtelijk gezag of van de openbare macht, een persoon die eene openbare hoedanigheid heeft, (waaronder is begrepen elke persoon die wettelijk opgeëischt is om de orde te handhaven), zelfs zonder ruchtbaarheid, mits de beleediging rechtstreeks tot den beleedigten persoon worde gericht (smaad).	275 tot 277 56	Straffen gaande volgens den rang van den beleedigde, van 8 dagen tot 1 maand en 26 tot 200 frank, tot 2 maanden, tot 2 jaar en 200 frank tot 2,000 frank. bij herhaling het dubbel.
Beleediging van lasterlijken of eerroovenden aard.	444 56	8 dagen tot 1 jaar, 26 tot 200 frank. bij herhaling het dubbel.
BEDREIGINGEN. — Mondelinge bedreiging, met bevel of onder voorwaarde, met een aanslag tegen personen of eigendommen die met de doodstraf of met dwangarbeid wordt gestraft (moord, doodslag, brandstichting, in bende toegebrachte gewelddadige beschadiging van roerende en onroerende goederen).	328 56	2 maanden tot 1 jaar en 26 tot 200 frank. bij herhaling het dubbel.
Schriftelijke bedreiging met dezelfde aanslagen.	327. 56	3 maanden tot 2 jaar en 50 tot 500 frank; met bevel of onder voorwaarde: 6 maanden tot 5 jaar en 100 tot 500 frank. bij herhaling het dubbel.

Schriftelijke bedreiging met een tegen een persoon of een eigendom gerichtén aanslag die met opsluiting wordt gestraft (slagen die eene zware verminking ten gevolge hebben, het vernielen van den oogst door brandstichting, enz.)	330 56	15 dagen tot 6 maanden en 26 tot 200 frank ; met bevel of onder voorwaarde : 3 maand tot 3 jaar en 100 tot 500 frank. bij herhaling het dubbel.
Bedreiging door gebaar of zinnebeeld met een tegen personen of eigendommen gerichtén aanslag, die met doodstraf of dwangarbeid strafbaar is.	329 56	8 dagen tot 3 maand, 26 tot 100 frank. bij herhaling het dubbel.
Welkdanige bedreiging ook, uitgebracht met het oog op de vernieling of de beschadiging van een roerend of onroerend goed, een stoomtuig of een telegraafstoestel.	528-529-530-525	zelfde straffen als voor de gewelddaden in dezelfde voorwaarden gepleegd (zie hooger).
Bedreiging om de afgifte van iets te bekomen of de ondertekening eener overeenkomst (afpersing)	468 54	opsluiting (5 tot 10 jaar). bij herhaling, 10 tot 15 jaar dwangarbeid.
Mondelinge bedreiging, zij weze zwaar of licht, indien zij niet met bevel of onder voorwaarde geschiedt en die niet met vernieling van roerende of onroerende goederen of afpersingsmiddelen gepaard gaat.	geen	
Schriftelijke bedreiging met een aanslag die een eenvoudig wanbedrijf uitmaakt waarop eene boetstraf staat, wanneer die bedreiging niet met vernieling van roerende of onroerende goederen of afpersingsmiddelen gaat gepaard	geen	
Bedreiging, door gebaar of zinnebeeld, met een aanslag, met eene lichtere straf dan dwangarbeid strafbaar, en die niet met vernieling van roerende of onroerende goederen, noch met een afpersingsmiddel gaat gepaard	geen	
Geldboete, ontzegging, welkdanige uitsluiting	geen	Door de artikelen 1226, 1229, 1231, 2047 van het Burgerlijk Wetboek worden zij geldig verklaard en verplichtend.
SAMENSCHOLINGEN. — (*) Daden van vreesaanjaging die eene bedreiging uitmaken, het is te zeggen middel van zedelijken dwang uit vrees voor een nakend gevaar (Strafwetboek 485), daad van vreesaanjaging die geen bedreiging uitmaakt	geen, behoudens de politiereglementen 327 en volgende. geen.	Men zie artikel 19 Grondw. Dezelfde straffen als voor de bedreigingen (zie hooger).
ONTPLOFFINGEN. — In de nabijheid van arbeidsinrichtingen; indien de ontploffing het karakter heeft eener bedreiging maakt zij eene bedreiging door gebaar uit	329	Zie hooger bedreigingen door gebaren.
Ontploffingen, die in het bezit hebben of veroor laten blijken van eene ontplofbare stof of van een moordtuig door ontploffing werkend, indien zij geschieden met het doel een misdad of een wanbedrijf te plegen.	wet van 22 Mei 1886 34, 56 van het Strafwetboek.	opsluiting en 100 tot 4,000 frank, indien het eene misdad geldt ; bij herhaling 10 tot 15 jaar dwangarbeid. 8 dagen tot 1 jaar en 26 tot 500 frank indien het een wanbedrijf geldt. bij herhaling het dubbel.

N. B. — Het teeken (*) duidt de incriminaties aan, door de wet van 30 Mei 1892 aan het Wetboek van 1867 toegevoegd.

Of alleen het in bezit hebben of vervoeren, zonder andere bijkomstige omstandigheid van gevaarlijke ontplofbare stoffen waarvan het in bezit hebben en vervoer bij de desbetreffende koninklijke besluiten werd geregeld	wet van 15 October 1881 56 Strafwetboek.	15 dagen tot 2 jaar en 100 tot 1,000 frank een dier straffen. bij herhaling het dubbel.
VERNIELING DER AFSLUITINGEN van nijverheidsinstellingen of werkmanswoningen	545 Strafwetboek. 56	8 dagen tot 6 maand en 26 tot 200 frank of een dier straffen. bij herhaling het dubbel.
Vernieling of beschadiging van gereedschappen, instrumenten, toestellen of werktuigen voor arbeid en nijverheid		
Indien het een bouwwerk betreft, een stoomtuig of een telegraaflijn	521 tot 525	Straffen gaande van 15 dagen tot opsluiting en van 50 tot 500 frank.
Indien het roerende goederen betreft en indien de vernieling met gewelddaden en bedreigingen gepaard ging	528-529-530-525	zie hooger gewelddaden en bedreigingen.
Indien het een roerend goed betreft, zonder andere bijkomstige omstandigheid	559 I° 562	10 tot 20 frank en bij herhaling 5 dagen.

